Initiatives ministérielles

[Français]

M. Mulroney: Le Koweït peut paraître très loin de nous géographiquement et culturellement, mais c'était vrai aussi pour la Mandchourie en 1931, l'Abyssinie en 1935 et la Tchécoslovaquie en 1938. On n'entendait guère parler de ces endroits dans les années 30, mais ils figurent aujourd'hui dans nos livres d'histoire au nombre des régions où ont eu lieu les événements qui ont conduit à la Deuxième Guerre mondiale. Dans chaque cas, à cause de ce qu'un historien éminent a qualifié—et je le cite—«d'attitude profondément pacifiste et d'insistance quasi doctrinaire sur la non-belligérance quelles que soient les circonstances», la Société des Nations a fermé l'oeil sur des actes d'agression et a ainsi fait payer au monde le prix de millions de vies humaines qui auraient été épargnées si la Deuxième Guerre mondiale avait été évitée.

Ce qui se passe au Koweït influe directement et profondément sur les intérêts supérieurs du Canada. Le Canada étant un pays relativement peu peuplé, ayant deux superpuissances comme voisins et ne jouissant lui-même que d'une capacité militaire restreinte, son intérêt le plus fondamental réside dans le maintien de l'ordre et du droit internationaux. L'ONU et sa Charte sont des garants essentiels de la primauté du droit et du respect de l'intégrité des petits pays par leurs puissants voisins.

[Traduction]

Les architectes des Nations Unies—et il y avait des Canadiens parmi eux, monsieur le Président—étaient déterminés à s'assurer, comme l'écrivit Lester Pearson en 1945, «qu'aucun agresseur ne pourra jamais plus asservir d'autres États les uns après les autres sans que les nations pacifiques du monde ne se mobilisent contre lui».

Le but fondamental de l'Organisation des Nations Unies, comme il est mentionné à l'article 1 de sa Charte, est de maintenir la paix et la sécurité internationales en prenant des mesures efficaces en vue de prévenir et d'écarter les menaces à la paix et de réprimer tout acte d'agression ou autres ruptures de la paix.

C'est précisé dans la Charte des Nations Unies. Ce sont là les principes que nous nous sommes engagés à faire respecter lorsque nous avons contribué à fonder cette organisation axée sur le respect des droits internationaux, il y a presque cinquante ans.

[Français]

Monsieur le Président, sauf dans le cas de la Corée, l'ONU n'a jamais pu, en raison de la guerre froide, ni prévenir, ni réprimer les agressions; et la crise de Suez, le Vietnam, l'Afghanistan et les guerres israélo-arabes sont autant d'exemples probants, parmi des douzaines d'autres conflits, de son impuissance à intervenir efficacement.

Aujourd'hui, grâce à l'extraordinaire unanimité qui a accompagné la diminution des tensions Est-Ouest, notre génération peut maintenant exercer l'autorité qu'avaient conférée à l'ONU ses architectes, y compris trois premiers ministres canadiens, soit les honorables MM. King, Saint-Laurent et Pearson, pour préserver le droit et l'ordre internationaux.

La bravade de Saddam Hussein augmente effectivement les enjeux pour l'ONU, car tout en offrant à l'ONU la possibilité de jouer le rôle que le Canada a toujours voulu qu'elle exerce, cette crise présente aujourd'hui aussi, malheureusement, un risque important d'échec de sa part. Et si l'ONU devait échouer, les principes, les objectifs et les efforts de 45 ans de diplomatie canadienne seraient, du même coup, considérablement minés.

Ayant refusé d'apprendre les leçons de l'Histoire, notre génération pourrait se voir condamnée à revivre certains de ses chapitres les plus sombres. Saddam Hussein deviendrait un modèle pour d'autres tyrans en puissance, ce qui ferait régner une insécurité encore plus grande dans le monde. Les nations devraient s'arranger pour se défendre seules, elles-mêmes contre des agressions, et on assisterait, de toute évidence, à une nouvelle course aux armements.

• (1140)

L'ONU, monsieur le Président, qui a été conçue de façon très noble, pour empêcher un retour à la loi de la jungle, pourrait subir le même sort que la Société des Nations. Et ce, à un moment où de nombreux problèmes internationaux dans les domaines de l'environnement, des droits de la personne, de la dette, du développement, de la drogue et de la protection des enfants, ne peuvent être résolus que collectivement et où il importe plus que jamais—je dis bien plus que jamais, monsieur le Président—que les Nations Unies se montrent à la fois crédibles et efficaces.

Ce ne sont pas là des problèmes abstraits pour le Canada. Ce ne sont pas des problèmes auxquels on peut se dérober, ce sont des problèmes qui touchent directement les intérêts vitaux du Canada, et ils font partie intégrante du débat en cours devant cette Chambre. On ne doit pas permettre que l'ONU échoue à ce moment critique de son histoire.

[Traduction]

Certains prétendent que le Canada devrait maintenant se retirer de la scène, quitte à jouer plus tard un rôle de maintien de la paix. Mais si Saddam Hussein parvenait à annexer le Koweït, il serait alors en position de menacer tout le Moyen-Orient, et il est d'ailleurs en train de menacer certains pays au moment même où nous débattons cette question.